



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 37355-3  
portant modification de l'arrêté préfectoral n°37355 du 30 avril 2008  
autorisant la société TRANSFO SERVICES à exploiter un atelier de  
maintenance, réparation et décontamination d'éléments électriques contenant des  
polychlorobiphényles (PCB) sur la commune de Châteaubourg**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

**VU** le règlement n°517/2014 du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** le décret du 19 novembre 2025 nommant M. Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 (rubrique anciennement rubrique n°4802 devenue 1185 à compter du 25 octobre 2018)

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°37355 du 30 avril 2008 autorisant la société TRANSFO SERVICES à exploiter à Châteaubourg un atelier de maintenance, réparation et décontamination d'éléments électriques contenant des polychlorobiphényles (PCB), modifié le 9 août 2010 et le 4 novembre 2024 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** la demande en date du 29 mars 2022 présentée par la société TRANSFO SERVICES, dont le siège social est situé à Châteaubourg, zone d'aménagement concerté de la Goulgatière, qui sollicite la mise en place de l'activité de traitement de fin de vie des équipements électriques (disjoncteurs haute tension) contenant du gaz SF6 pour son site de Châteaubourg ;

**VU** la demande en date du 28 mai 2025 présentée par la société TRANSFO SERVICES, dont le siège social est situé à Châteaubourg, zone d'aménagement concerté de la Goulgatière, qui sollicite l'exonération des obligations de traçabilité pour certains déchets pour son site de Châteaubourg ;

**VU** la demande en date du 10 février 2026 présentée par la société TRANSFO SERVICES, dont le siège social est situé à Châteaubourg, zone d'aménagement concerté de la Goulgatière, qui sollicite l'augmentation des capacités de stockage de SF6 de 300 kg à 600 kg sur son site de Châteaubourg ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 décembre 2025 ;

**VU** le courrier en date du 27 janvier 2026 par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté ;

**VU** les observations de l'exploitant présentées par courriel du 10 février 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité de traitement de fin de vie des équipements électriques (disjoncteurs haute tension) contenant du gaz SF6 relève de la rubrique 1185 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de la déclaration ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'augmentation des capacités de stockage de SF6 de 300 kg à 600 kg sur le site a notamment pour objectif d'éviter les transports fréquents de bouteilles de SF6 et ainsi de réduire les risques routiers et les manipulations répétées et ne génère pas de nouveaux dangers ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'exonération des obligations de traçabilité vise des déchets dont la liste est définie et dont la provenance ne reste pas identifiable suite aux traitements ou aux transformations opérés sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que la traçabilité des lots entrants et des lots sortants sera maintenue, la rupture de traçabilité sollicitée ne concernant que le lien entre les lots entrants et les lots sortants ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu de ces éléments, il convient de compléter l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 ;

**Sur proposition du** secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## ARRÊTE :

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

L'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 modifié susvisé, autorisant la société TRANSFO SERVICES à exploiter un atelier de maintenance, réparation et décontamination d'éléments électriques contenant des PCB à Châteaubourg, est modifié et complété avec les dispositions précisées dans les articles suivants.

### **Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 37355-1 du 9 août 2010 sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

N° de rubrique	Désignation de l'activité	Capacité de l'installation	Régime*
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Transit de transformateurs usagés pouvant être pollués au PCB :  la quantité susceptible d'être présente est au maximum de 50 transformateurs pour un volume de 16 m <sup>3</sup> soit 60 tonnes	A
2792-2	Installations de traitement, y compris les installations de décontamination, des déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm, hors installations mobiles de décontamination	Décontamination de transformateurs pollués entre 50 et 2000 ppm	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Transit de transformateurs usagés pouvant être pollués au PCB :  la quantité susceptible d'être présente est au maximum de 50 transformateurs pour un volume de 16 m <sup>3</sup> soit 60 tonnes	A
2940-2-b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque (...) 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j	2 cabines de peinture pour une quantité maximale de 20kg/j	DC

4330-2	<p>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t</p>	Capacité équivalente totale de 8,29 m <sup>3</sup>	DC
1185-3-2	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire.</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement</p>	<p>Stockage de SF6 neuf, usagés ou recyclés en bonbonne ou en équipement à détruire</p> <p>600 kg</p>	D

\* A : Autorisation / DC : Déclaration avec contrôle périodique / D : Déclaration »

### **Article 3 : Traitement des équipements électriques contenant du gaz SF6**

L'article suivant est ajouté après l'article 8.2.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°37355 du 30 avril 2008 :

#### **« CHAPITRE 8.3. TRAITEMENT DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES CONTENANT DU GAZ SF6**

**Article 8.3.1** : Les équipements et capacités de stockage indiquent la nature et quantité maximale de fluide qu'ils peuvent contenir. L'interdiction de dégazage dans l'atmosphère fait l'objet d'un marquage efficace sur les équipements.

Lors de la vidange des équipements électriques, l'exploitant met en œuvre les dispositions nécessaires afin de limiter les risques de fuite. Les équipements utilisés permettent de vidanger les équipements électriques dans des bouteilles de stockage en une seule opération en circuit fermé.

L'exploitant vérifie régulièrement l'absence de fuite au niveau des raccords de l'installation de vidange des équipements contenant du gaz SF6.

Avant chaque vidange d'équipement électrique, l'exploitant réalise une analyse de la qualité du gaz contenu afin de s'assurer de l'absence de caractère corrosif ou toxique des sous-produits qu'il peut contenir. Il dispose en permanence de moyens d'absorption de ces sous-produits tels que des tamis moléculaires d'alumine activée. Les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

#### **Article 4 : Rupture de traçabilité des déchets**

L'article suivant est ajouté après l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°37355 du 30 avril 2008 :

##### **« Article 5.1.8 : Traçabilité**

Au titre de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mars 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, et compte tenu des activités de regroupement, déconditionnement et broyage susceptibles d'être mises en œuvre sur son établissement par l'exploitant, ce dernier est dispensé des obligations de traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants pour les déchets dont la liste est jointe en annexe.

Cette dispense est accordée sans préjudice de la tenue des registres prescrits par les articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Pour ces déchets, l'exploitant devient de fait producteur de déchets, conformément aux dispositions de l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Pour ces déchets, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, le bilan actualisé au moins annuellement des flux entrants et sortants du site.

Les opérations de regroupement et de reconditionnement ne doivent pas conduire à ce qu'un déchet, par effet de regroupement ou de reconditionnement, suive une filière de traitement moins restrictive que celle qu'imposeraient ses caractéristiques intrinsèques. »

L'annexe au présent arrêté est annexée à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 37355 du 30 avril 2008 susvisé.

#### **Article 5 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes :

1°) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;  
2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au préfet d'Ille-et-Vilaine) ou hiérarchique (adressé au ministre compétent) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés dans les conditions fixées par l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 6 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :


- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Châteaubourg et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 7 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Fougères-Vitré, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Châteaubourg et à l'exploitant.

Fait à Rennes, le **02 AVR. 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Pierre LARREY



## Annexe I

Liste des déchets pour lesquels une rupture de traçabilité entre les lots entrants et sortants est autorisée :

Famille	Désignation du déchet	Code européen	Type de traitement
Bouteille de gaz SF6	Gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses	16 05 04*	Regroupement avec surconditionnement
Bouteille de gaz SF6 CORROSIF	Gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses et corrosives	16 05 04*	Regroupement avec surconditionnement